



Éditorial

septembre 2011

La crise ouverte au Chili à partir du mouvement étudiant est bien plus vaste que le seul problème de l'éducation, déjà assez grave par lui-même. Elle concerne la globalité du modèle néo-libéral instauré par la force et la violence à partir du coup d'Etat de 1973. Lutter pour la récupération des ressources naturelles spoliées par de capitaux étrangers, en particulier le cuivre ; se battre pour la réappropriation de l'éducation comme un bien collectif, donc un devoir de l'Etat et surtout un droit de la population toute entière et pas un objet de profit privé. Enfin et surtout se mobiliser sans répit pour le changement constitutionnel et l'éradication du cadre politique autoritaire, inégalitaire et illégitime hérité de la dictature pinochetiste. Ce cadre qui n'est pas seulement resté inchangé, mais il a été consolidé et en quelque sorte "banalisé" sous tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 1990.

Toutes ces aspirations, souhaitées et réclamées par les étudiants, mais

aussi par une large majorité de la population font partie d'un ensemble indivisible de revendications démocratiques. Les étudiants ont raison quand ils refusent les réponses partielles et fragmentaires avec lesquelles certains personnages politiques et surtout le pouvoir prétendent répondre aux demandes des jeunes. Jusqu'à présent, la seule réponse de la classe politique a été un peu plus de la même chose. En dehors de tergiversations, le gouvernement a répondu par la force brute et la répression, violence qui a déjà fait des morts et blessés parmi les jeunes.

Nous assistons à un changement d'époque, d'acteurs et d'horizons politiques. Nous pouvons affirmer que la nouvelle génération a fermé définitivement la période commencée le 11 septembre 1973.

Avec force, persévérance et raison, ces jeunes sont en train d'accomplir ce qu'Allende annonçait dans son dernier discours au pays : plus tôt que tard ils ouvriront les grandes avenues par où marchera l'Homme libre...



Association d'Ex Prisonniers Politiques Chiliens (France)

c/o CIMADE 64, rue de Clisson – 75013 Paris, courriel : aexppfrance@hotmail.com

Site internet : www.chiliveriteetmemoire.org ou www.chileverdady memoria.org



**Lutter contre l'impunité - Devoir de mémoire - Soutien aux luttes pour les droits humains –
Dénonciation permanente du cadre constitutionnel Pinochetiste**

POURQUOI UNE ASSEMBLEE CONSTITUANTE ?

Jaime Massardo ^{*1}

L'explosion étudiante qui a surgi ces derniers mois et qui s'exprime au travers des Marches Nationales des 21 mai, 1^o, 16, et 30 juin, 14 juillet, 4, 9 et 18 août, et des Grèves Nationales des 24 et 25 du même mois, a fini par rendre plus visibles les contradictions inhibées durant trente-huit ans. Nous vivons dans une société qui a, d'urgence, besoin de se regarder et de dialoguer avec elle même, une société qui tant durant la dictature que pendant les cinq gouvernements qui l'ont suivie a peu à peu généré un énorme *vide républicain*. La possibilité de pouvoir rompre le *sens commun* dominant durant ces années a permis non seulement de visualiser le résultat de cette période mais aussi d'élargir l'horizon du questionnement et de mettre sur le tapis de la discussion ces contradictions qui se traînent tout au long de notre histoire supposément indépendante.

De cette manière, la mise en question de la Constitution de 1980, nous a permis de rappeler qu'aucune des Chartes Constitutionnelles qui ont existé au Chili n'ont été réalisées de manière démocratique. Les trois plus significatives d'entre elles, celle de 1833, qui sanctionne la continuité coloniale, la libérale de 1925 et celle de 1980, approuvée durant la dictature militaire sans registres électoraux ni garanties pour l'opposition, et, pour autant, en soi anti-démocratique et antirépublicaine, est clairement destinée à sanctionner la refondation du capitalisme local, ont été le produit de la conspiration d'*élites* qui l'ont installée devant une société qui jamais n'a participé à sa élaboration.

Le mouvement étudiant a permis de montrer la nécessité de revenir à une conception de la politique qui se repose sur chaque individu, pour le seul fait d'exister, le droit d'opiner librement sur comment la société doit s'organiser et sur les règles qui l'orientent. Pour cela, déroger la Constitution de 1980 et élaborer une Nouvelle Constitution doit être le résultat d'un processus qui permette de s'exprimer et d'opiner aux grandes majorités nationales dans une Assemblée Constituante qui, depuis la base sociale, propose, discute et élabore ses contenus. Pour cela le mouvement étudiant a ouvert les vannes d'un grand processus démocratique capable de formuler de nouvelles règles du jeu.

Les habitants de notre pays ont commencé à regarder vers le monde et à incorporer une série d'aspects de la vie «globale», montrant que l'histoire ne change pas de façon linéaire. Les mobilisations de travailleurs, étudiants et mouvements sociaux de tous genres sont en train de se renforcer, de résister au modèle néolibéral et de converger vers des objectifs communs. C'est en elles que résident les forces vives qui envisagent la nouvelle société. Malgré le *vide républicain*, notre cordillère a cessé d'être l'horizon qui donnait un caractère insulaire à notre quotidienneté. La disposition à adopter une forme et un style de vie meilleur croît et génère la subjectivité nécessaire qui permet d'avancer dans la construction d'un pays différent. L'Assemblée Constituante constitue ainsi une condition préalable à la possibilité de commencer une transition à la démocratie.

A Valparaíso, le 4 septembre 2011

^{*1} Université de Valparaíso. Courrier électronique: <jaime.massardo@uv.cl>.



**Lutter contre l'impunité - Devoir de mémoire - Soutien aux luttes pour les droits humains –
Dénonciation permanente du cadre constitutionnel Pinochetiste**

LES DIFFICILES PERSPECTIVES DE DIALOGUE

Jaime Massardo ^{*1}

L'impact de la tragédie de Juan Fernández a de nouveau retardé le dialogue avec les acteurs du mouvement étudiant, rendant encore plus lointaine la possibilité de la commencer. Cette constatation, suffisamment claire, ne met pas en évidence ni ne montre à l'opinion publique que ce non-dialogue place sur un plan inégal les deux parties de cette rencontre pour le moment «ratée». Sans aucun doute, la paralysie et le blocage de la possibilité de se comprendre bénéficient au gouvernement et aux *élites* qui insistent à maintenir le système actuel d'éducation. Il s'agit d'une évaluation différente du temps pour les deux parties, mais aussi de ce que le dialogue représente pour les forces en lutte. La victoire du mouvement étudiant et des forces sociales qui s'y sont associées, peut seulement aboutir dans un processus qui arrive à changer les fondements mercantiles de l'éducation, ce qui, étant donnée la dynamique que le mouvement a créée, doit être conçue *comme une refondation structurelle de l'institutionnalité politique du Chili*. Dans cette perspective, le mouvement étudiant joue son destin immédiat en une dialectique serrée. Comme *condition sine qua non*, il doit maintenir la mobilisation, continuer d'accumuler des forces et d'acculer le gouvernement. Mais en même temps, il lui est indispensable de disposer du temps nécessaire et de montrer à l'opinion publique, devant tout le pays, que l'objectif qu'énonce Camila Vallejo au nom de la Confech ^{*2}, "avancer vers une nouvelle démocratie pour le Chili", représente le désir majoritaire des instances culturelles et intellectuelles qui composent la société civile. Le dialogue entre les étudiants et le gouvernement doit être télévisé comme une condition de garantir sa transparence. Tout cela, en outre, peut durer longtemps... Pendant ce temps, la solidarité du monde entier fait siennes les demandes du mouvement exprimées par la Confech, elle dénonce aussi la brutale répression réalisée par les "Carabineros" envers Cristián Andrade, ex président de la Fédération d'Étudiants de Valparaíso... Vaincre cette double difficulté signifie construire une tactique inédite qui amène le mouvement étudiant à combiner la mobilisation avec un certain degré d'activité académique qui le permette, par exemple, permettre la conclusion du semestre actuel, éviter l'isolement du noyau le plus actif par rapport aux étudiants moins dynamique et, en combinant la lutte et l'étude, *garder l'initiative*. De la résolution correcte de cette *impasse* dépendront les pas suivants de la mobilisation étudiante...

A Valparaíso, le 4 septembre 2011

^{*1} Université de Valparaíso. Courrier électronique: <jaime.massardo@uv.cl>.

^{*2} Confédération des Étudiants du Chili.



Lutter contre l'impunité - Devoir de mémoire - Soutien aux luttes pour les droits humains – Dénonciation permanente du cadre constitutionnel Pinochetiste

Programme d'activités

- **Samedi 10 septembre : à partir de 18H00**
Soirée de Solidarité avec le Chili organisée par RELMU-Paris
Information sur les moyens de communication populaire
La grève et le mouvement des étudiants
(vidéos, concerts, lectures, expositions, restauration sur place)

Centre d'animation Marc Sangnier

20, avenue Marc Sangnier 75014 Paris

Métro : Ligne 13 – Porte de Vanves Bus : Ligne 58 – Arrêt Didot Tramway : Ligne 13 – Arrêt Didot''

Les bénéfices de la Soirée seront versés à la Station de Radio « Colectivo La Retoma » Conchali Santiago.

- **Dimanche 11 septembre de 11H00 à 13H00:**
Place Salvador Allende (Face à l'Ambassade du Chili)

Métro : Ligne 8 « La Tour Maubourg »

L'Association d'Ex Prisonniers Politiques Chiliens-France, Le Parti Socialiste Chilien section France et Le Parti Communiste Chilien section France

Appellent à commémorer le 38^{ème} anniversaire de la Mort de Salvador Allende



Et à manifester notre solidarité avec la lutte des étudiants,
notre condamnation de la répression du gouvernement chilien
et demander justice après la mort de Manuel Gutierrez.

- **Mardi 13 septembre à 18H30**
Salvador Allende et le mouvement étudiant chilien aujourd'hui



L'éducation est un droit et non une source de profit

Maison de l'Amérique Latine

217, Boulevard Saint Germain 75007 Paris

Métro : Solferino - Rue du Bac

Participants :

Victor de La Fuente (Directeur de l'édition chilienne du Monde Diplomatique)

Témoignage des étudiants chiliens :

Dafne Aviles Gavilan et Claudio Pulgar.

Animation : Hector Vasquez (Président Association d'Ex Prisonniers Politiques Chiliens – France)

- **Samedi 17 septembre à 15 heures : Rencontre / Débat**
**MOBILISATIONS ÉTUDIANTES AU CHILI,
EN FINIR (VRAIMENT) AVEC L'ÈRE PINOCHET !**

L'éducation est un droit et non une source de profit

Intervention de Victor Hugo DE LA FUENTE, Directeur de l'édition chilienne du Monde Diplomatique

Animation : Ricardo PARVEX, Association d'Ex Prisonniers Politiques Chiliens – France

Fête de l'Humanité : Stand de « France Amérique Latine » (Près de la Cité Internationale)

Association d'Ex Prisonniers Politiques Chiliens (France)

c/o CIMADE 64, rue de Clisson – 75013 Paris, courriel : aexppfrance@hotmail.com

Site internet : www.chiliveriteetmemoire.org ou www.chileverdady memoria.org